

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 19 mars 2025**  
(Convocation du 11 mars 2025)

Aujourd'hui, le 19 mars 2025 à 14h00, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	7
• Voix	7
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	7
• Voix	7
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



**OBJET : Conventions - Ressource en eau - Projet de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon - Convention multipartite de partenariat avec l'APESA**

**Exposé des motifs :**

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions du projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour, l'Institution Adour, en partenariat avec Mont de Eau Agglo, le Syndicat Intercommunal d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Ludon-Gaube et la Chambre d'agriculture des Landes, anime et porte un projet de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan à des fins d'irrigation sur le bassin versant du Ludon.

Cette opération comprend plusieurs enjeux : administratif et réglementaire (études et maîtrise d'œuvre, enquête publique), foncier, technicité précise (traitement et qualité des eaux), acceptabilités agricole et sociale (importance de la communication).

Ainsi, les différents partenaires de cette opération ont été sollicités par l'APESA, centre de transfert associant des équipes de recherche, d'étude et de conseil, comprenant un volet recherche et développement et une approche pluridisciplinaire en partenariat avec des centres universitaires.

Le partenariat proposé implique une participation à un projet de recherche G'D'EAU dans le cadre des projets « Ressourcement » financés par la Région Nouvelle Aquitaine. Ce projet comprend l'étude des enjeux économiques et sociopolitiques de la réutilisation des eaux usées pour l'irrigation de l'agriculture (recherche fondamentale), à partir de l'étude de cas de la réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte (recherche appliquée).

Par ailleurs, l'accès aux données confidentielles de ce projet partenarial fait l'objet d'un projet d'accord de confidentialité avec l'APESA et le CNRS.

Considérant le projet de convention multipartenariale entre les maîtres d'ouvrage et partenaires de l'opération de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte, et l'APESA, Considérant le projet d'accord de confidentialité avec l'APESA et le CNRS, portant sur le projet de recherche,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- de valider le principe et les termes du projet de convention partenariale avec l'APESA et autres partenaires impliqués dans l'opération de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte (Mont de Eau Agglo, Syndicat Ludon-Gaube, Chambre d'agriculture des Landes), opération qui intéresse l'APESA et le CNRS pour de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée, dans les domaines des sciences sociales, économiques, géographiques, tel qu'annexé,
- de valider le principe d'un accord de confidentialité avec l'APESA et le CNRS, tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à signer ces deux documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.



## **Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 19 mars 2025 à Mont-de-Marsan,

Le Président,  
Paul CARRÈRE



## CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'APESA ET YYY

### Entre les soussignés

**Institution Adour, pour la Recherche appliquée** – syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°... en date du ...,  
Ci-après désignée « INSTITUTION ADOUR »

et

**Mont de Eau Agglo, pour la Recherche appliquée** – régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial, domiciliée au 7 place Planté, BP 20015 - 40001 MONT-DE-MARSAN, et représentée par Patrice MARBOUTIN, agissant en qualité de Directeur,  
Ci-après désignée « MONT DE EAU AGGLO »

et

**Chambre d'Agriculture des Landes, pour la Recherche appliquée** – organisme consulaire, domiciliée à la Cité Galliane, BP 279 – 40005 MONT-DE-MARSAN, et représentée par sa Présidente, Marie-Hélène CAZAUBON,  
Ci-après désignée « Chambre d'Agriculture des Landes »

et

**Syndicat intercommunal Ludon Gaube, pour la Recherche appliquée** – syndicat intercommunal à vocation unique, domicilié à la Mairie 40190 HONTANX et représenté par son Président, Jean-François CAZALIS,  
Ci-après désigné « Syndicat Intercommunal de Gestion des Eaux du Ludon-Gaube »

et

**L'APESA**, centre de transfert au service des transitions  
Hélioparc, 2 avenue Pierre Angot, 64053 PAU CEDEX 09  
SIRET : 40491092900011  
APE :7219Z



Convention de Partenariat

Représentée par Benoit de GUILLEBON, agissant en tant que Président  
ci-après désignée « **L'APESA** »

Ci-après et conjointement désignées « les Parties »

Projet



## **IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT**

*Présentation des partenaires (1°, 2° et 3°) et de leurs motivations (4°) à s'engager sur un même projet.*

### **1°/ Les parties prenantes du projet**

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions du Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) Midour, l'Institution Adour, en partenariat avec Mont de Eau Agglo, le Syndicat Intercommunal de Gestion des Eaux du Ludon-Gaube et la Chambre d'agriculture des Landes, anime et porte un projet de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan à des fins d'irrigation sur le bassin versant du Ludon.

Cette opération de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan à des fins d'irrigation sur le bassin versant du Ludon, comprend plusieurs enjeux : administratif et réglementaire (études et maîtrise d'œuvre), foncier, technicité précise (traitement et qualité des eaux), acceptabilités agricole et sociale (importance de la communication).

Et

### **3°/ L'APESA**

L'APESA est un Centre de Transfert, labellisé CRT, à statut associatif fondé il y a 30 ans, et aujourd'hui implanté sur 5 sites en Nouvelle-Aquitaine. Structure hybride associant des équipes de recherche, de l'étude et du conseil, l'APESA fonde son accompagnement sur une expertise R&D et une approche pluridisciplinaire des enjeux de la transition. L'APESA couple les Sciences de l'Ingénieur et les Sciences Humaines et Sociales convaincue que ce n'est que par le croisement des approches que les enjeux de la transition pourront être abordés et les ruptures à venir, affrontées. Forte de près de 50 personnes, son activité s'articule autour de 4 grands domaines :

- Prévention Santé Sécurité Environnement ;
- Valorisation déchets, biomasses et effluents ;
- Eco innovation et évaluation environnementale ;
- Création de valeur sociétale

L'APESA se caractérise par une R&D forte, conduite en partenariat avec des centres universitaires et une innovation permanente, une expertise et un professionnalisme reconnus, une capacité à mettre en réseau les acteurs, une organisation et des pratiques en cohérence avec sa mission.

**4°/ S'engagent sur un même projet dédié à l'étude des enjeux sociopolitiques de la réutilisation des eaux usées pour l'irrigation de l'agriculture**

## **CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **1. Définitions**

Convention : La présente Convention de Partenariat.



Convention de Ressourcement : la Convention signée entre l'APESA et la Région Nouvelle-Aquitaine dans le cadre des projets « Ressourcement »,

Connaissances Propres : toutes informations telles que données, plans, méthodes, modèles, ou savoir-faire, secret de fabrique, et secret d'affaire et tout moyen, tels qu'équipements, procédés, logiciels, ou matériaux, et en général toutes informations de nature technique ou économique, qu'elles soient écrites, informatiques, ou autre, qu'elles soient protégées ou non par un titre de propriété intellectuelle, développées ou acquises par les Parties antérieurement ou en dehors de la Convention, et détenues par un Partie et communiquées à une autre Partie dans le cadre de la Convention.

Projet : Tel que défini à l'article 2 des présentes.

Résultats : toutes les informations, connaissances techniques et scientifiques, les données, les bases de données, les prototypes, logiciels, les dossiers, plans, schémas, dessins, procédés, produits, formules, les livrables et tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, brevetées ou non, ainsi que tous les droits y afférents, résultant de la Convention et réalisés au titre de la Convention.

## **2. Objet de la convention**

1.1. Contexte : L'APESA met en place un projet de recherche **G'D'EAU**, dans le cadre des projets **"Ressourcement" de l'APESA financés par la Région Nouvelle-Aquitaine**. **G'D'EAU** étudie les enjeux économiques et sociopolitiques de la réutilisation des eaux usées pour l'irrigation de l'agriculture (recherche fondamentale), à partir d'une étude de cas, **le projet de valorisation agricole des eaux de la STEP de Conte, de la Chambre d'Agriculture des Landes, en collaboration avec l'Institution Adour et Mont de Eau Agglo** (recherche appliquée).

1.2.

Dans le cadre de ce projet, **l'APESA** conduit deux approches distinctes, qu'elle réalise seule ou en partenariat avec différents Partenaires:

i. **Une approche de recherche « appliquée »**, qui veut questionner les freins et les leviers sociopolitiques et économiques de la ReUse pour l'irrigation de l'agriculture ;

L'approche de recherche appliquée a pour objectif de travailler autour de trois axes qui pourront faire l'objet de rapports de recherche et /ou de présentations orales fournies aux Parties Prenantes de la présente Convention :

- Panorama des enjeux sociopolitiques de la ReUse pour l'irrigation de l'agriculture à l'échelle nationale ;
- Panorama des enjeux sociopolitiques de la ReUse pour l'irrigation de l'agriculture dans le bassin Adour-Garonne et le Midour ;
- Leviers et freins des changements de pratiques agricoles au prisme de la ReUse et de la sobriété.

ii. **Une approche de recherche fondamentale**, qui interroge dans quelle mesure la ReUse pour l'irrigation agricole (i) s'insère dans des territoires hydrosociaux existants ou configure, agence de nouvelles territorialités hydrosociales; (ii) amène ou non de nouvelles pratiques; (iii) s'inscrit dans les politiques actuelles liées à la sobriété.



1.3. C'est dans ce cadre que l'APESA a souhaité signer une convention de partenariat avec différents Partenaires afin de mener conjointement des travaux de recherche appliquée et fondamentale présentant un intérêt collectif pour toutes les Parties.

La présente Convention cadre les modalités de partenariat entre les Parties dans le processus de recherche appliquée et fondamentale de l'APESA. Ces actions ou axes de coopération, sans engagement des Parties en termes de volumes ou de valeur, pourront concerner les domaines suivants :

- i. Intervention possible de l'APESA ou d'un Partenaire sous forme de présentations lors de réunions, de participations à certains temps d'échange entre les parties prenantes du projet ;
- ii. Participation possible de l'APESA ou d'un Partenaire à des visites de sites ;
- iii. Réalisation d'entretiens semi-directifs par l'APESA ou d'un Partenaire avec des acteurs concernés de près ou de loin par le projet de valorisation agricole des eaux de la STEP de Conte ;
- iv. Réalisation d'analyse documentaire par l'APESA ou un Partenaire du projet de valorisation agricole des eaux de la STEP de Conte ;
- v. Réalisation d'opérations de valorisation et de communication scientifique ou institutionnel du projet G'D'EAU par l'APESA ou un Partenaire ;
- vi. Protection des coordonnées d'acteurs données par les parties prenantes dans le cadre de la RGPD ;
- vii. Protection des documents fournis par les parties prenantes du projet dans le cadre de la RGPD.

1.4. Les Parties consentent à une relation de partenariat, excluant toute requalification en prestation de service du projet tel qu'il est formulé dans la présente convention. La présente convention n'est en rien excluante d'autres formes de relations contractuelles entre les Parties.

2.5. Les résultats des démarches de recherche de l'APESA visent à objectiver et créer des connaissances scientifiques en sciences sociales sur la réutilisation des eaux usées pour l'irrigation de l'agriculture.

En ce sens, ces résultats ne sont ni une publicisation du projet, ni une dénonciation. Il en résulte notamment que l'APESA exécute sa mission définie en préambule en toute indépendance vis-à-vis des autres Parties, qui n'ont pas la qualité de commanditaire.

Les Parties consentent à créer une dynamique commune de partage d'informations dans le cadre du présent projet.

Cette dynamique pourra se structurer notamment par la constitution d'un Comité de Pilotage, composé des Parties de cette présente convention, qui se tiendra, dans la mesure des disponibilités de chacun, tous les trimestres.

Les engagements entre les Parties établis dans la présente Convention sont strictement limitatifs.

### **3. Engagements de La Chambre d'Agriculture des Landes, l'Institution Adour et la Régie des eaux de l'Agglomération de Mont-de-Marsan**

Afin de soutenir l'APESA dans la réalisation du projet, la Chambre d'Agriculture des Landes, l'Institution Adour, Mont de Eau Agglo et le Syndicat intercommunal Ludon Gaube s'engagent à lui transmettre les coordonnées des acteurs (agriculteurs, syndicats, parties prenantes du projet, services instructeurs, maître d'œuvre, assistant maître d'œuvre, syndicat intercommunal du Ludon





et de Gaube, élus de l'agglomération, association environnementale, organisations expertes de la ReUse, etc.), ainsi que des documents techniques relatifs au projet et ceci dans la limite de la RGPD.

Il est précisé, de convention expresse, que les prérogatives et la responsabilité des Parties Prenantes sont limitées au soutien apporté aux Partenaires scientifiques dans les conditions définies au présent article. L'APESA conserve en conséquence l'entière responsabilité de la réalisation autonome du Projet de recherche G'D'EAU ainsi que, dans cette perspective, de la relation entretenue avec tout fournisseur, partenaire ou tout autre tiers intervenant dans ce cadre.

#### **4. Engagements de l'APESA**

L'APESA s'engage à fournir aux Parties Prenantes tout document prouvant l'utilisation de leur soutien, conformément à l'objet du Projet ci-dessus décrit (documents de communication, bilan du projet ou de l'opération menée, rapport d'activité de l'exercice concerné...).

L'APESA s'engage à faire état du soutien des Parties Prenantes dans toutes publications ou sur tout support de communication, ou au cours de colloques, réunions, séminaires, en relation avec le Projet.

L'APESA s'engage à apposer l'identité des Parties Prenantes ayant apporté leur soutien sur tous les documents matériels et immatériels liés au Projet.

**L'APESA a l'obligation d'anonymiser les Parties Prenantes et les acteurs et/ou contacts** communiqués par les Parties Prenantes pour toute utilisation de verbatim, extraits de documents, utilisés dans le cadre :

- des livrables de la recherche appliquée, ou
- de valorisation scientifique effectuées dans le cadre de la recherche fondamentale.

Les parties prenantes auront accès pour relecture aux productions écrites ou communications relatives aux éléments de l'opération sur simple demande.

#### **5. Propriété intellectuelle**

5.1. **Résultats** : L'APESA est propriétaire exclusif de l'intégralité des Résultats.

Toute cession de propriété entre l'APESA et une Partie devra faire l'objet d'un acte de cession distinct précisant les modalités (potentiellement financières) de cette cession.

5.2. **Connaissances propres** : Conformément à la définition qui en est donnée en amont, chaque Partie demeure inconditionnellement propriétaire de ses Connaissances Propres.

5.3. **Marque, logo, visuels et assimilés** : Il est entendu que l'ensemble des droits de propriété de l'APESA relatifs au visuel « APESA », ainsi que les dénominations sociales, marques ou logos de l'APESA demeurent la propriété exclusive de l'APESA.

Il en va réciproquement de même pour l'ensemble des autres Parties, eut égard à leurs propres propriété, visuels, dénomination sociales, marques ou logos.



- 5.4. Absence d'effet de cession de propriété : La présente Convention n'opère aucun transfert de propriété et n'octroie aucune autorisation anticipée de cession de propriété au bénéfice d'une Partie ou d'un tiers, à quelque titre que ce soit.

## **6. Exploitation des Résultats**

L'APESA demeure seule titulaire du droit d'exploiter commercialement et/ou industriellement les Résultats. Elle exerce ce droit librement et gratuitement.

En cas de cession partielle ou totale de propriété consacrée dans un acte distinct entre les Parties, les Parties conviennent que l'APESA conservera un droit d'exploitation commercial et industriel sans contrepartie financière à l'égard des Parties cessionnaires / (co)propriétaires.

Toute volonté d'exploitation industrielle ou commerciale de la part d'une Partie devra faire l'objet d'un acte distinct, en amont, précisant les conditions de rémunération de l'APESA au titre de cette exploitation.

## **7. Utilisation des Résultats : recherche et enseignement**

Chaque Partie souhaitant utiliser les Résultats à des fins de recherche et enseignement (hors exploitation industrielle ou commerciale) :

- i. bénéficie par la présente convention de l'accord préalable l'APESA,
- ii. s'engage à citer l'ensemble des auteurs personnes physiques et l'APESA dans le cadre de ses travaux (sauf refus exprès de leur part).

L'utilisation des Résultats dans ce cadre n'emporte pas de paiement d'une contrepartie financière à l'APESA.

## **8. Publications et communications**

Chaque Partie qui souhaite effectuer une publication ou communication sur le projet s'engage à citer l'APESA et toute Partie Partenaire à la présente Convention, dans le cadre de ses publications ou communications.

Les Parties pourront diffuser une présentation du partenariat, objet de la présente Convention et différentes actualités relatives au Projet sur ses différents supports de communication internes et externes.

Le présent article s'applique sauf demande contraire explicite d'une des Parties.

## **9. Durée de la Convention**

La présente convention est conclue pour une période allant de sa date de signature à cinq ans au-delà de l'année de mise en service du projet de réutilisation agricole des eaux usées de la STEP de Conte (« le Terme »), avec un point d'étape six mois avant le terme afin de décider d'une clause de reconduction par toutes les parties pour adapter l'intervention par avenant au vu de l'évolution de l'opération et de son phasage.



Toutefois, dans l'hypothèse où, pour quelque cause ou motif que ce soit, le Projet n'aurait pu aboutir à cette date, la présente Convention pourra, d'un commun accord entre les Parties, être prorogée par voie d'avenant, dans les conditions ci-après définies.

## **10. Confidentialité et utilisation des données**

À défaut de dispositions particulières, les informations communiquées par toutes ou une des parties à toutes ou une des parties, ne seront considérées comme strictement confidentielles que lorsqu'elles seront revêtues de la mention « Confidentiel ». Les parties s'engagent en conséquence à faire respecter cette obligation par leur personnel ainsi que par toute personne ayant connaissance de ces informations confidentielles.

Les Connaissances Propres dérogent à cette règle en ce qu'elles sont automatiquement soumises à l'obligation de confidentialité.

Chaque Partie s'engage à faire appliquer au sein de sa propre structure l'obligation de confidentialité ci-prévue, et à s'assurer de son respect par ses éventuels sous-traitants au besoin par la conclusion d'un accord de confidentialité dédié.

Les Parties s'engagent à favoriser entre elles un espace de partage d'informations permettant à chacune d'elle de mener à bien sa participation partenariale au projet, tout en s'inscrivant dans le respect des éventuels enjeux de confidentialité.

Les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

**L'APESA s'engage à anonymiser les Parties Prenantes et les acteurs et/ou contacts** communiqués par les Parties Prenantes dans les conditions précisées à l'article 3.1.

## **11. Résiliation - Révision**

- 11.1. En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une quelconque des dispositions de Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

- 11.2. La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.



## **12. Tolérance - Nullité partielle**

- 12.1. La nullité d'une clause de la Convention est sans incidence sur la validité de l'ensemble de ladite Convention. Les Parties négocient de bonne foi la modification de ladite clause. En cas d'accord, la nouvelle clause est ajoutée à la Convention par avenant.
- 12.2. Toute tolérance dans l'application de la Présente Convention par l'APESA n'emporte aucune renonciation aux droits et obligations qu'elle consacre.

## **13. Litiges**

La présente Convention est régie par le droit français.

En cas de difficulté sur la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résolution de l'accord, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

À défaut de règlement à l'amiable, tous les litiges auxquels l'Accord pourrait donner lieu seront soumis au tribunal compétent du domicile du défendeur.

## **2. Survie de certains articles**

Les articles 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12 survivent à l'expiration de la présente Convention pendant une durée de dix (10) ans.

Fait en trois exemplaires originaux.

*A lien, date*

**Pour l'APESA, Benoit DE GUILLEBON, le Président :**

---

**Pour l'Institution Adour, Paul CARRÈRE, le Président :**

---

**Pour MONT DE EAU AGGLO, Patrice MARBOUTIN, le Directeur :**

---



Convention de Partenariat

**Pour la Chambre d'Agriculture des Landes : Marie-Hélène CAZAUBON, la Présidente :**

---

**Pour le Syndicat Intercommunal de Gestion des eaux du Ludon et du Gaube : Jean-François CAZALIS, le Président :**

Projet



Convention de Partenariat

Fait **en trois exemplaires** originaux.

*A lieu, date*

Pour **XX** : *Prénom, Nom, Qualité* :

---

Pour **XX** : *Prénom, Nom, Qualité* :

---

Projet



## ACCORD DE CONFIDENTIALITE

FICHE SYNTHETIQUE	
ACCORD	La FICHE SYNTHETIQUE et son ANNEXE
<b>Comparution</b>  Les parties à l'ACCORD sont ci-après désignées par « <b>PARTIES</b> »	<p><b>L'Institution Adour, pour la Recherche appliquée</b> – syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, n° SIRET : 25400226400060, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer le présent accord de confidentialité <b>par délibération n°... en date du ...</b>,</p> <p>Ci-après désignée « <b>Institution Adour</b> »,</p> <p><b>ET</b></p> <p><b>Mont de Eau Agglo, pour la Recherche appliquée</b> – régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial, n° SIRET : 92478181800019, domiciliée au 7 place Planté, BP 20015 - 40001 MONT-DE-MARSAN, et représentée par Patrice MARBOUTIN, agissant en qualité de Directeur,</p> <p>Ci-après désignée « <b>MONT DE EAU AGGLO</b> »,</p> <p><b>ET</b></p> <p><b>Chambre d'Agriculture des Landes, pour la Recherche appliquée</b> – organisme consulaire, n° SIRET : 18400003200013, domiciliée à la Cité Galliane, BP 279 – 40005 MONT-DE-MARSAN, et représentée par sa Présidente, Marie-Hélène CAZAUBON,</p> <p>Ci-après désignée « <b>Chambre d'Agriculture des Landes</b> »,</p> <p><b>ET</b></p> <p><b>Syndicat intercommunal Ludon Gaube, pour la Recherche appliquée</b> – syndicat intercommunal à vocation unique, n° SIRET : domicilié à la Mairie 40190 HONTANX et représenté par son Président, Jean-François CAZALIS,</p> <p>Ci-après désigné « <b>Syndicat Intercommunal de Gestion des Eaux du Ludon-Gaube</b> »,</p> <p>L'Institution Adour, MONT DE EAU AGGLO, la chambre d'agriculture des Landes, le Syndicat Intercommunal de Gestion des Eaux du Ludon-Gaube ci-après désigne individuellement par « la Partie prenante » et conjointement par « les Parties prenantes »</p> <p><b>Le CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>, Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est situé au 3 rue Michel-Ange, 75794 PARIS Cedex 16, France N° SIREN 180089013 04033, code NAF 7219Z, représenté par son Président-Directeur général Monsieur Antoine PETIT, lequel a délégué sa signature pour le présent acte à Mme Catherine LARROCHE, Déléguée Régionale pour la circonscription Ile-de-France Meudon, 1 Place Aristide Briand 92195 Meudon Cedex,</p> <p>Ci-après désigné par « <b>CNRS</b> »,</p> <p><b>ET</b></p>



	<p><b>L'APESA</b>, centre de transfert au service des transitions Hélioparc, SIRET : 40491092900011, APE :7219Z, dont le siège est situé au 2 avenue Pierre Angot, 64053 PAU CEDEX 09, représentée par Benoit de GUILLEBON, agissant en tant que Directeur,</p> <p>Ci-après désignée « <b>L'APESA</b> »,</p> <p>Le CNRS et l'APESA seront désignés individuellement par « <b>le Partenaire scientifique</b> » et conjointement par « <b>les Partenaires scientifiques</b> ».</p>
<b>LABORATOIRE :</b>	<p>Le CNRS agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte l'Unité mixte de recherche (UMR 7533) du Laboratoire dynamiques sociales et recomposition des espaces (« LADYSS »), dirigé par Madame Anne-Peggy HELLEQUIN, directrice,</p> <p>Ci-après désignée par « <b>le LADYSS</b> » ou « <b>le laboratoire</b> »,</p>
<b>INFORMATIONS CONFIDENTIELLES transmises :</b>	<p>Les Partenaires scientifiques s'engage à anonymiser les Parties prenantes et les acteurs et contacts communiqués par ceux-ci pour toute utilisation de verbatim, extraits de documents, utilisés dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des livrables de sa recherche appliquée, ou</li> <li>- de valorisation scientifique effectuées dans le cadre de la recherche fondamentale.</li> </ul> <p>En contrepartie, les Parties prenantes s'engagent à transmettre à l'APESA et au CNRS les coordonnées des acteurs (agriculteurs, syndicats, parties prenantes du projet, services instructeurs, maître d'œuvre, assistant maître d'œuvre, syndicat intercommunal du Ludon et de Gaube, élus de l'agglomération, association environnementale, organisations expertes de la ReUse, etc.), ainsi que des documents techniques relatifs au projet et ceci dans la limite de la RGPD.</p> <p>Les informations confidentielles seront transmises avec la mention « CONFIDENTIEL » apposée sur tous supports de communication destinée à recevoir ces informations.</p> <p>Les Parties prenantes auront accès pour relecture aux productions écrites ou communications scientifiques relatives aux éléments confidentiels en amont de toutes diffusions. Cependant, toutes demandes de modifications ou suppressions d'informations présentes dans ces productions ne pourront être prises en compte que si elles ne portent pas atteinte à leurs valeurs scientifiques.</p> <p>Les Partenaires scientifiques s'engagent à fournir aux Parties prenantes tout document prouvant l'utilisation de leur soutien, conformément à l'objet du Projet ci-dessus décrit (documents de communication, bilan du projet ou de l'opération menée, rapport d'activité de l'exercice concerné...).</p> <p>Par ailleurs, l'APESA et le CNRS s'engagent à faire état du soutien des Parties Prenantes dans toutes publications ou sur tout support de communication, ou au cours de colloques, réunions, séminaires, en relation avec le Projet. Les Partenaires scientifiques s'engagent à apposer l'identité des Parties Prenantes ayant apporté leur soutien sur tous les documents matériels et immatériels liés au Projet.</p>
<b>PERIODE des échanges :</b>	Du 01/01/2024 au 31/12/2032
<b>DUREE DE LA CONFIDENTIALITE :</b>	8 ans à compter du démarrage de la PERIODE des échanges
<b>AFFILIEE(S)</b>	<input type="checkbox"/> Non



Page 3 sur 6



**Chambre d'Agriculture des Landes**  
**XXX**

**Syndicat Intercommunal de Gestion des**  
**Eaux du Ludon-Gaube**  
**XXX**



## ANNEXE 1 – CONDITIONS GENERALES DE L'ACCORD

### ARTICLE 1 – DEFINITIONS

**AFFILIEES** (si applicable) : le terme AFFILIEES désigne les entités, qui jouissent de la personnalité morale ou non, qui contrôlent ou sont contrôlées par une PARTIE ou sont sous contrôle conjoint des PARTIES. On entend par "contrôle" la détention directe ou indirecte d'au moins 50 % des droits de vote, du capital ou d'autres titres d'une entité contrôlée ou contrôlée conjointement ou le pouvoir, directement ou indirectement, d'orienter ou déterminer l'orientation de la direction et des politiques de l'entité, ou le pouvoir de choisir ou de désigner plus de 50 % des membres de l'organe de direction de l'entité.

**INFORMATIONS CONFIDENTIELLES** : désigne les informations de toute nature, divulguées par tous moyens pendant la PERIODE des échanges entre les PARTIES, quel qu'en soit le support. Ne sont pas confidentielles les informations qui étaient disponibles publiquement préalablement à leur communication ou postérieurement à celle-ci, en l'absence de toute faute qui soit imputable à la PARTIE qui les reçoit, ou les informations qui étaient déjà en possession de la PARTIE qui les reçoit avant la conclusion de l'ACCORD.

Les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES sont décrites dans la FICHE SYNTHETIQUE.

Les autres termes en majuscules sont définis dans la FICHE SYNTHETIQUE.

### ARTICLE 2 – OBJET

L'ACCORD a pour objet de fixer les règles relatives à la protection et à l'utilisation des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES que les PARTIES souhaitent s'échanger dans le cadre limité du CONTEXTE et de la PERIODE des échanges.

L'ACCORD n'emporte pas d'obligation pour les PARTIES de communiquer leurs INFORMATIONS CONFIDENTIELLES à l'autre PARTIE.

Aucune disposition de cet ACCORD n'emporte l'obligation pour les PARTIES de conclure un contrat quel qu'il soit. En conséquence, l'une des PARTIES peut décider unilatéralement de mettre un terme à l'ACCORD pour quelque motif que ce soit, sous réserve d'une information à l'autre

PARTIE, sans préavis et sans que cette décision n'engage sa responsabilité envers l'autre PARTIE.

### ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Pendant la DUREE DE CONFIDENTIALITE, les PARTIES s'engagent à ce que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES échangées :

- a) soient gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de protection qu'elles accordent à leurs propres INFORMATIONS CONFIDENTIELLES de même importance ;
- b) ne soient communiquées qu'aux seuls membres de leur personnel et/ou ceux de leur(s) AFFILIEE(S) (si applicable) ayant un besoin précis de les connaître dans le seul cadre du CONTEXTE. Les PARTIES déclarent avoir pris ou s'engagent à prendre les mesures nécessaires auprès de leur personnel et/ou celui de leur(s) AFFILIEE(S) (si applicable) pour leur permettre de respecter les engagements prévus à l'ACCORD. Elles se portent fort du respect des stipulations de l'ACCORD par ces derniers.
- c) ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement en dehors du CONTEXTE.
- d) ne soient divulguées, ni susceptibles d'être divulguées, soit directement, soit indirectement, à tout tiers, notamment aux sous-traitants ou à toute autre personne.
- e) ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement sans l'autorisation préalable et écrite de la PARTIE divulgatrice.
- f) ne soient pas utilisées directement ou indirectement par la PARTIE réceptrice de manière à obtenir un quelconque droit de propriété intellectuelle (notamment brevet, marque...) dans quelque pays que ce soit.

La PARTIE réceptrice s'engage à informer, par écrit et sans délai, la PARTIE divulgatrice, si elle fait l'objet, en vertu de la loi ou dans le cadre d'une procédure judiciaire ou administrative, d'une demande de divulgation de toute INFORMATION CONFIDENTIELLE de la PARTIE divulgatrice.

### ARTICLE 4 – GARANTIE



Aucune garantie de quelque sorte que ce soit n'est donnée par les PARTIES quant à l'exactitude ou l'état complet des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES quelles s'échangent dans le cadre de l'ACCORD.

Les éventuels droits de propriété détenus par une PARTIE sur les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qu'elle communique restent sa propriété (sous réserve des droits des tiers).

Aucune disposition de l'ACCORD n'implique une renonciation pour la PARTIE qui les communique, à la protection de ses INFORMATIONS CONFIDENTIELLES par un droit de propriété intellectuelle.

#### **ARTICLE 5 – DESTRUCTION/RESTITUTION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES**

Les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, ainsi que leurs reproductions éventuelles, échangées entre les PARTIES sont détruites / restituées à la PARTIE qui les a communiquées sur demande écrite. Les PARTIES s'engagent à fournir un certificat de destruction dans ce cas.

#### **ARTICLE 6 - LOI APPLICABLE – LITIGES**

L'ACCORD est soumis au droit interne français.

Les PARTIES s'efforceront de résoudre à l'amiable tout litige imputable ou lié à l'ACCORD par le recours à la médiation ou à la conciliation. A cette fin, les PARTIES devront désigner un médiateur ou organiser les modalités d'une première réunion de conciliation dans un délai de 15 jours à compter de la demande de l'une des PARTIES d'avoir recours à la médiation ou à la conciliation. Si dans un délai de 3 mois, reconductible une fois sur accord des PARTIES, les PARTIES ne sont pas parvenues à résoudre amiablement le litige par voie de médiation ou de conciliation, le litige pourra être porté devant la juridiction compétente. L'introduction d'une procédure juridictionnelle au mépris des stipulations précitées sera sanctionnée par une irrecevabilité.